



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

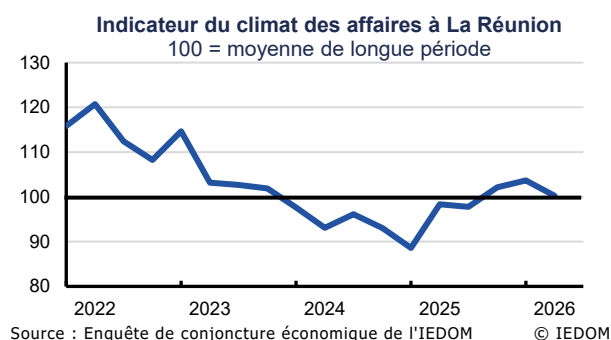
2^e trimestre 2026

Au deuxième trimestre, le développement de l'activité à La Réunion est rattrapé par les effets de la crise au Moyen-Orient. Après deux trimestres consécutifs de hausse, l'indicateur du climat des affaires diminue de 3,6 points à 100,1, son niveau de long terme. La forte hausse des prix du carburant fait se redresser l'inflation et conduit une majorité d'entreprises à réviser ses prix de vente à la hausse. La fréquentation des commerces baisse. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente, signe que la situation du marché du travail se dégrade légèrement. Dans un contexte de hausse des charges pesant sur l'activité d'une majorité de secteurs, les entreprises du tourisme et des services sont les plus résilientes.

La reprise de l'activité rattrapée par la crise au Moyen-Orient

Le climat des affaires fléchit déjà

Au 2^e trimestre, le moral des chefs d'entreprise se dégrade : l'indicateur du climat des affaires (ICA) recule de 3,6 points pour s'établir à 100,1, un niveau proche de sa moyenne de long terme. Cette baisse intervient après deux trimestres consécutifs de hausse, jusqu'alors synonymes de redressement progressif de la croissance de l'activité sur le territoire. Les chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture constatent un ralentissement de l'activité, une dégradation de leurs charges d'exploitation et une hausse significative de leurs prix de vente sur le trimestre, dans un contexte marqué par la crise au Moyen-Orient et la hausse des prix des carburants au 1^{er} avril.

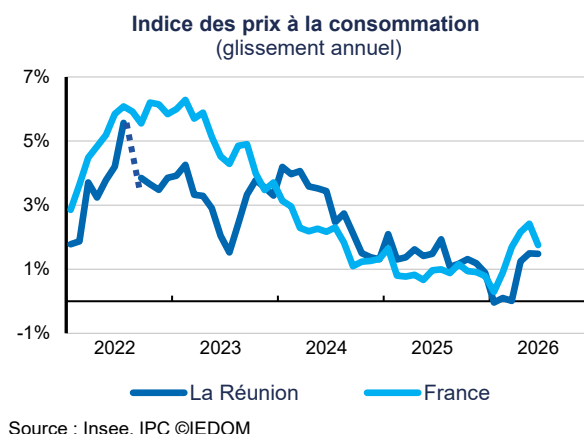


S'ils s'attendent à une baisse des prix de vente au prochain trimestre, les entrepreneurs restent pessimistes concernant l'évolution à venir du volume d'affaires et le niveau des carnets de commande. Ils déclarent des niveaux de stocks de produits finis et de matière première en nette baisse. Leur trésorerie et dans une moindre

mesure les délais de paiement devraient continuer à se dégrader.

Les prix des carburants font se redresser l'inflation

Suite au blocage du détroit d'Ormuz à partir de fin février, le prix des produits pétroliers augmente fortement. À fin juin, les prix des produits pétroliers et de l'énergie sont en hausse respectivement de 34,8 % et 22,2 % en glissement annuel à La Réunion. Le prix du litre de Super atteint un pic à 1,96 euros en avril, et ne baisse que marginalement en fin de trimestre (1,94 euros en juin).



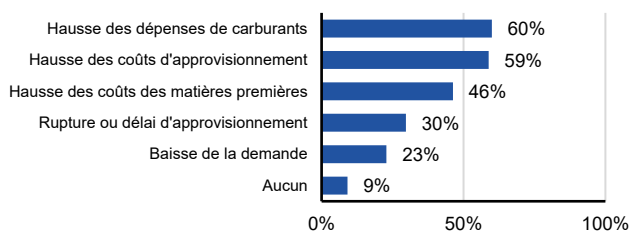
En conséquence l'inflation se redresse à 1,5 % sur un an à fin juin, après +0,0 % à fin mars. Les prix des services progressent modestement sur un an (+1,0 %), principalement portés par les prix des services de communications (+1,1 %) et des loyers et charges (+0,8 %), tandis que les tarifs des transports reculent (-0,3 %). Les prix des produits alimentaires baissent,

grâce à la baisse des prix des produits frais (-12,6 %) qui avaient fortement augmenté après le passage du cyclone Garance. Hors produits frais les prix de l'alimentation progressent de 0,6 % sur un an.

L'inflation à La Réunion est inférieure au niveau hexagonal (+1,8 %). Le décalage observé en début d'année s'explique par l'administration des prix du carburants à La Réunion, qui n'ont commencé à augmenter qu'en avril.

9 entreprises interrogées sur 10 déclarent avoir été impactées par la crise au Moyen-Orient. 62 % d'entre elles disent avoir subi des hausses de coûts ; 60 %, une hausse des prix des carburants ; 59 %, une hausse des coûts d'approvisionnement, et 46 % une hausse du prix des matières premières.

Part des entreprises déclarant subir les conséquences de la crise



Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM © IEDOM

En moyenne, les entreprises déclarent avoir subi une augmentation de 10,8 % de leurs charges depuis le début de la crise. Tourisme, industrie manufacturière et BTP sont plus durement touchés que l'agriculture, l'agroalimentaire et les services.

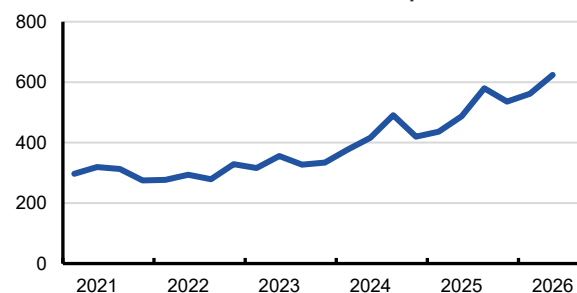
Rebond du nombre de demandeurs d'emploi

Le marché du travail se durcit après trois trimestres consécutifs de baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Comme au niveau national, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B, C) progresse de 1,6 % sur trois mois. Il reste toutefois inférieur à son niveau de l'année précédente (-2,4 %). Le nombre de chômeurs de catégorie A (sans aucune activité) croît de 1,4 % sur le trimestre. Les jeunes subissent plus durement cette hausse (+2,9 %) que les 25 à 49 ans (+1,5 %) et les seniors (+0,4 %). Les entreprises interrogées déclarent que leurs effectifs continuent de progresser, dans des proportions toutefois significativement inférieures à celles du trimestre précédent.

Faiblesse de la consommation des ménages

Selon les professionnels du commerce, l'activité se dégrade sensiblement au 2^e trimestre et les perspectives pour le trimestre à venir restent baissières. Les commerçants notent une baisse de fréquentation, qui est à relier à la hausse du prix des carburants. La hausse du montant du panier, en particulier dans la grande distribution alimentaire, ne compenserait pas totalement cette moindre fréquentation. Les versements de billets à l'IEDOM diminuent de 2,5 % sur un an, traduisant un ralentissement des transactions en espèce. Les immatriculations de véhicules particulier neufs progressent quant à elles par rapport à la même période l'an passé (+0,9 % en glissement annuel), après un premier trimestre très faible.

Dossiers de surendettement déposés à l'IEDOM



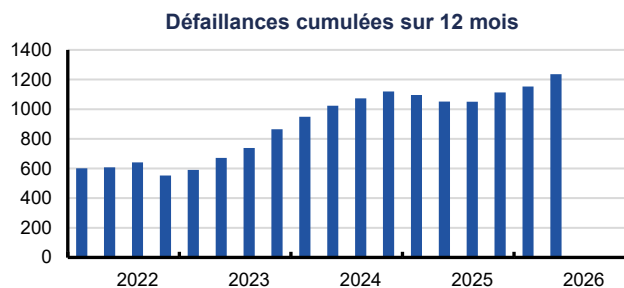
Source : © IEDOM

Le montant des encours de crédits à la consommation croît modestement sur le trimestre (+0,5 %, +4,4 % sur un an). Le nombre de ménages en difficulté financières continue de progresser : les dépôts de dossiers auprès de la commission de surendettement de l'IEDOM augmentent de 28,1 % sur un an au 2^e trimestre.

Hausse des défaillances d'entreprises

Le nombre de défaillances d'entreprises augmente pour le troisième trimestre consécutif. En cumul sur les douze derniers mois, 1 236 entreprises sont en défaillance (c'est-à-dire en redressement ou en liquidation judiciaires) à fin juin, un nombre supérieur au pic atteint en fin 2024¹. En glissement annuel les défaillances progressent de 17,7 %. Ces difficultés se reflètent dans l'évolution des soldes de gestion (charges, trésorerie et délai de paiement) qui se dégradent d'après les entreprises interrogées dans l'enquête. Les encours de crédits d'exploitation contractés par les entreprises sont en baisse de -2,2 % en variation trimestrielle et de -6,7 % en glissement annuel.

¹ En 2024, le pic de défaillances cumul sur 12 mois a été atteint en novembre avec 1 120 défaillances



Source : © Banque de France

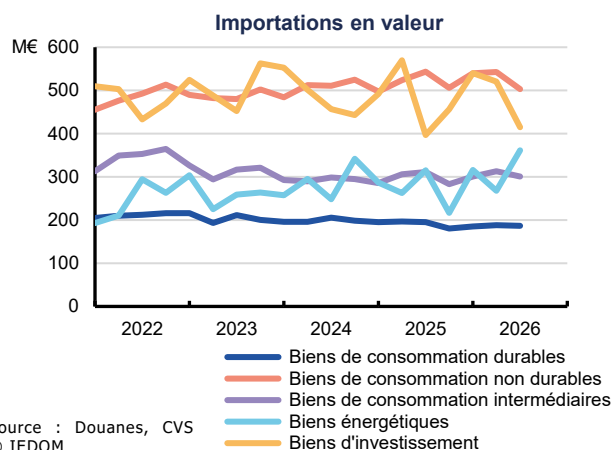
Bien que les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise restent bien orientées, elles diminuent depuis trois trimestres. Parallèlement, les encours de crédits d'investissement des sociétés non financières restent en hausse sur un an (+1,5 %).

Les échanges extérieurs en recul, à l'exception des biens énergétiques

Les importations baissent de 3,8 % sur le trimestre, un repli principalement porté par les biens de consommation non durables qui diminuent de 7,2 % (données CVS-CJO). Au sein de cette catégorie, la contraction est particulièrement marquée pour les achats de produits alimentaires (-10,2 % en glissement annuel) et de produits textiles (-6,0 %). Parallèlement, les importations de biens intermédiaires se contractent de

4,0 % sur le trimestre, sous l'effet du ralentissement des flux issus des industries extractives. En revanche, les importations de produits pétroliers augmentent fortement sur le trimestre (+72,9 %, donnée CVS-CJO). Ce bond reflète la hausse des cours mondiaux des produits pétroliers raffinés.

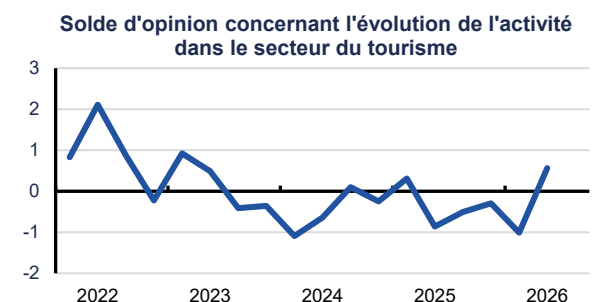
Les exportations sont en baisse sur le trimestre (-9,8 %, donnée CVS-CJO). Cette baisse fait suite à la hausse des exportations de produits sucrier et de rhum au 1^{er} trimestre.



Les secteurs du tourisme et des services relativement épargnés

Au 2^e trimestre, l'activité se replie dans une majorité de secteurs. Les secteurs du tourisme et des services se distinguent avec une hausse modeste de l'activité.

Dans le secteur du **tourisme**, le nombre de passagers aériens transitant par La Réunion est stable au 2^e trimestre sur un an. Il augmente sur le trimestre (+1,3 %, donnée CVS-CJO), dynamisé par le trafic hors Hexagone (+1,5 %). La compagnie Indigo a notamment ouvert une ligne directe vers l'Inde (Chennai) en avril, avant d'annoncer suspendre la liaison en octobre prochain, notamment du fait des hausses de coûts liées à la crise au Moyen-Orient.

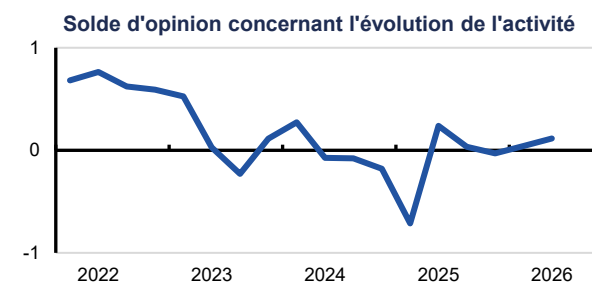


Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM © IEDOM

L'activité du secteur reste cependant bien orientée selon les professionnels interrogés. Le nombre de nuitées de l'hôtellerie augmente de 7,3 % sur le trimestre (donnée CVS-CJO), tout comme le taux d'occupation qui progresse (+3,9 points, donnée CVS-CJO). Les investissements ne sont plus orientés à la baisse sur les 12 prochains mois. Enfin les prix prévus

pour le trimestre à venir sont en baisse, probablement avec la modération du prix du kérosène en fin de trimestre.

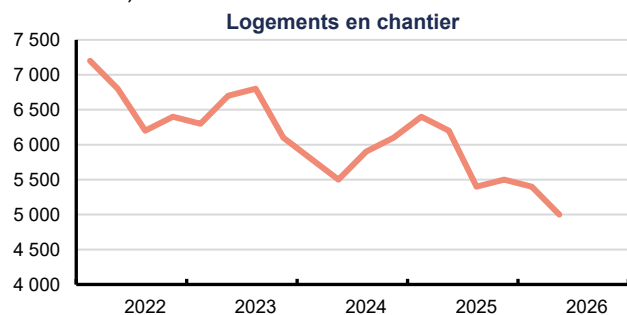
L'activité du secteur des **services marchands** est stable au 2^e trimestre. Les prévisions d'investissement sur les douze prochains mois sont en progression, sans que les soldes de gestion ne montrent de signes de dégradation. Les entreprises du secteur sont les moins nombreuses à déclarer répercuter les hausses de coûts enregistrées depuis le mois d'avril : 95 % des entreprises déclarent absorber la totalité de ces augmentations sans les répercuter sur leurs clients.



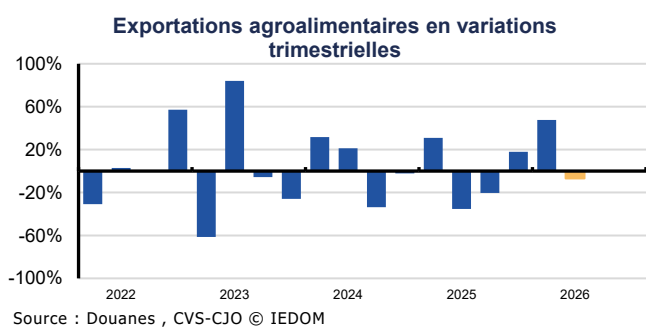
Source : Enquête de conjoncture économique de l'IEDOM © IEDOM

L'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics** est en recul sur le trimestre. L'emploi salarié du BTP fléchit sur la période (-1,1 %, donnée CVS) comme sur un an (-0,9 %). Les soldes de gestion des entreprises du secteur se dégradent dans l'ensemble. Toutefois, l'atonie de l'investissement privé pèse sur les carnets de commandes et les prévisions d'investissement. Dans la construction neuve, la baisse nombre de logements en

chantier (- 7,4 %, donnée CVS-CJO) matérialise cette dégradation.. À noter le démarrage d'un chantier d'ampleur : la première pierre de la maison de la femme et de l'enfant au CHU Nord est posée le 16 avril. En parallèle, la reprise des ventes de biens immobiliers (+4,6 % sur un an) s'essoufle (-2,5 % en variation trimestrielle).

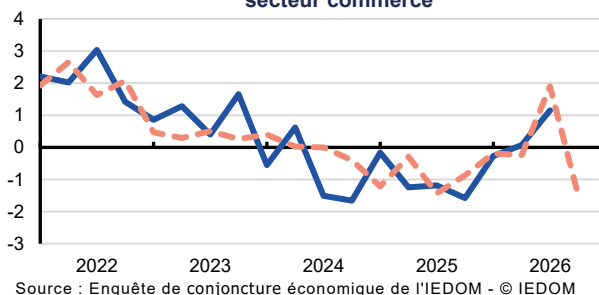


Depuis le début de la crise au Moyen-Orient, le **secteur de l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** enregistre une hausse moyenne de ses coûts de +6,7 %. Dans ce contexte, les entreprises déclarent augmenter leurs prix de vente. Les exportations de produits agroalimentaires se replient de -6,9 % (donnée CVS-CJO), bien qu'elles affichent une forte croissance de +29,3 % sur un an. La trésorerie des entreprises continue à se dégrader, mais à un rythme moins rapide que précédemment.



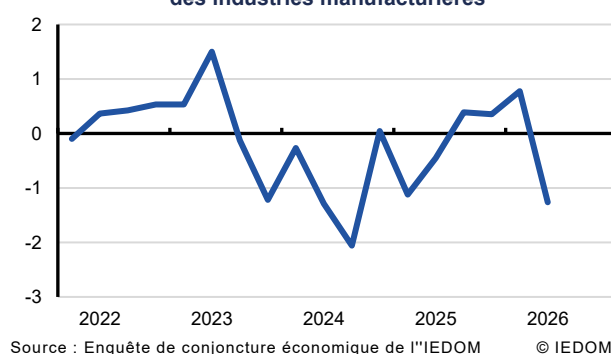
Fortement impacté par la hausse des coûts du carburant et du fret, le **secteur du commerce** enregistre une baisse de son activité et de ses effectifs ce trimestre, accompagnée d'un léger fléchissement des soldes de gestion. Les commerçants répondant à l'enquête de conjoncture déclarent appliquer de plus fortes hausses de prix de la période pour absorber ce choc de charges, qui ne devraient pas être reconduites au trimestre prochain.

Soldes d'opinion des prix passés et prévus du secteur commerce



Dans le secteur des **industries manufacturières**, le ralentissement significatif de l'activité s'accompagne d'un repli des effectifs. Ce recul est alimenté par les répercussions de la crise au Moyen-Orient, qui génère des hausses des coûts du carburant et du transport ainsi que des ruptures d'approvisionnement. Face à cette progression des charges, 63 % des entreprises du secteur indiquent répercuter partiellement ces hausses sur leurs prix de vente. Par conséquent, dans un contexte de trésorerie toujours tendue, les prévisions d'investissement à 12 mois se dégradent fortement.

Solde d'opinion concernant l'évolution de l'activité des industries manufacturières



Changement méthodologique de l'enquête de conjoncture

À partir du 4^e trimestre 2025, l'enquête de conjoncture trimestrielle de l'IEDOM a été enrichie afin d'intégrer de nouvelles modalités de réponse. Jusqu'alors les questions proposaient trois modalités de réponse (par exemple : *en baisse, stable ou en hausse*). Désormais elles proposent cinq modalités de réponse (par exemple : *en forte baisse, en légère baisse, stable, en légère hausse, en forte hausse*). Ce changement permet de capter avec plus de précision le ressenti des chefs d'entreprise et ainsi d'améliorer la capacité de l'indicateur du climat des affaires à refléter ce dernier.

Révisions à la baisse des trajectoires de croissance et resserrement monétaire

La banque centrale de **Maurice** a révisé à la baisse ses projections de croissance 2026 à 2,8 %, contre 3,3 % à 3,5 % annoncé précédemment. Ce ralentissement s'explique principalement par le renchérissement des coûts de l'énergie — carburants et électricité — ainsi que par le fléchissement de la demande extérieure, amplifié par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le secteur touristique fait preuve de résilience au premier semestre, marqué par une fréquentation en hausse (+3,2 % sur un an sur la période janvier-mai 2026). L'économie mauricienne fait face à une intensification des tensions inflationnistes portée par l'énergie et l'alimentaire : l'indice des prix à la consommation s'est accéléré pour atteindre +4,3 % en mai, tandis que l'inflation sous-jacente demeure structurellement élevée. Les perspectives s'orientent vers un ralentissement de la demande intérieure sous l'effet conjugué d'une perte de pouvoir d'achat et d'un resserrement de la politique monétaire. L'inflation devrait avoisiner les +5,5 % en moyenne en 2026, soit un chiffre au-delà de la cible de la banque centrale. Dans ce contexte, la Banque de Maurice a relevé son taux directeur de 25 points de base en mai.

À **Madagascar**, les perspectives de croissance pour 2026 s'essoufflent, la prévision annuelle ayant été abaissée à +3,0 %. Ce chiffre s'inscrit en net recul par rapport aux +3,8 % initialement anticipés en mai, ainsi qu'à la trajectoire à moyen terme (+4,7 %) projetée par la Banque Mondiale. Malgré un climat des affaires morose depuis le début de l'année, l'indicateur d'activité économique de la banque centrale montre des signes de reprise au second semestre, principalement porté par la résilience du secteur tertiaire. Sur le front des prix, l'inflation en glissement annuel a atteint 8,6 % en juin, contre 6,8 % à la fin du 1^{er} trimestre. Afin de maintenir l'ancrage des anticipations autour de son objectif de 5,0 %, la Banque centrale de Madagascar a durci sa politique monétaire en procédant à un relèvement de son taux directeur de 50 points de base en août.

La croissance **Sud-africaine** a été plus forte qu'attendue au premier semestre, atteignant 2,0 % en glissement annuel. Les perspectives pour la seconde moitié de l'année s'orientent toutefois vers un ralentissement, pénalisées par l'atonie de la consommation des ménages et l'attitude attentiste des investisseurs privés. L'inflation est attendue en moyenne autour de 4 % en 2026. Cette trajectoire illustre les pressions à la hausse des coûts du carburant et des services — notamment les transports et les assurances —, bien qu'elle soit partiellement amortie par la décélération des prix alimentaires, favorisée par de bonnes récoltes agricoles. Dans ce contexte, la banque centrale a maintenu ses taux directeurs, malgré un environnement de prix incertain.

Aux **Seychelles**, le secteur touristique affiche une trajectoire contrastée au premier semestre 2026. La fréquentation a enregistré une baisse marquée de 14 % par rapport à la même période en 2025, subissant le contrecoup des perturbations du trafic aérien engendrées par le conflit au Moyen-Orient. Pour autant, la rentabilité de l'activité s'est améliorée, les recettes touristiques progressant de 6,4 % sur la même période. Sur le front macroéconomique, l'inflation est sortie de la zone négative pour s'établir à 0,4 % en glissement annuel à fin juin, contre -0,2 % en décembre dernier. En 2026, l'indice des prix à la consommation devrait poursuivre sa trajectoire ascendante. Les perspectives économiques pour la seconde moitié de l'année demeurent ainsi dépendantes de la résilience du tourisme, elle-même conditionnée par l'évolution des conditions de transit aérien au Moyen-Orient.

Aux **Comores**, la croissance devrait atteindre 3,8 % en 2025, après 3,3 % en 2024, traduisant une amélioration progressive de l'activité économique. Au quatrième trimestre 2025, les échanges commerciaux sont en repli, consécutivement à la baisse des exportations de biens liée à de faibles récoltes agricoles. L'inflation au 4^e trimestre 2025 s'établit à 2,1 %, suivant la tendance mondiale de désinflation à fin 2025. Dans ce contexte, la Banque centrale des Comores a décidé le statu quo de sa politique monétaire en maintenant ses taux directeurs à leur niveau.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, SER régionaux, Banque Mondiale

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé.

Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI et Banque de France

Toutes les publications de l'ledom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : A. Le Guillaume